



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

95/jpr/gm

**Arrêté du 5 mai 2026
portant mise en demeure à la société EURO TF
de respecter les dispositions
applicables à ses installations sises à MUNSTER**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-302-9 du 29 octobre 2007 portant autorisation à la société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER de poursuivre l'exploitation d'une unité d'ennoblissement textile à Munster,

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2016 portant prescriptions complémentaires à la société EURO TF à Munster,

VU l'arrêté préfectoral du 5 juin 2025 portant prescriptions complémentaires à la société MANUFACTURE HARTMANN – EURO TF SAS située à MUNSTER relatif aux rejets aqueux de PFAS de l'établissement,

VU l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2025 portant prescriptions complémentaires à la société MANUFACTURE HARTMANN – EURO TF SAS située à MUNSTER relatif à l'analyse de PFAS dans les boues de l'établissement,

VU la visite d'inspection du 18 mars 2025,

VU le rapport de l'inspection de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection sus-visée,

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 24 avril 2026,

Considérant que les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé prévoient que : *« dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant mène une analyse critique sur l'origine et la nature des substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux »*, que cet arrêté a été notifié le 5 juin 2025, que le délai est échu,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 18 mars 2026 que l'exploitant n'a pas établi de lien entre le produit utilisé (parmi les 3 contenant des PFAS) et les types de PFAS rejetés, entre les différentes recettes (utilisant différents volumes de produits contenant des PFAS) et la quantité de PFAS rejetés (ainsi que les types de PFAS rejetés), entre les volumes de bains d'apprêt rejetés et la concentration en PFAS rejeté au niveau du Canal du Hammer. que cela constitue des non-conformités avec l'article 3 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé,

Considérant que les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé indique que : *« les paramètres PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFOA, PFNA, PFUnA et AOF sont recherchés dans les conditions techniques prévues par l'arrêté du 20/06/2023 à une fréquence trimestrielle sur le point de rejet n°1- sortie station d'épuration interne avant rejet dans le canal usinier du « Hammer », ainsi que dans les bains d'apprêts »* ainsi que *« les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures. »*,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 18 mars 2026 que l'exploitant n'a pas réalisé de mesure dans les bains d'apprêts, que les mesures réalisées à la sortie de sa station d'épuration interne avant rejet dans le canal usinier du Hammer ne comportent pas paramètres PFOA, PFNA, PFUnA. qu'aucune analyse n'a été déclarée sur la plateforme GIDAF, que cela constitue des non-conformités avec l'article 4 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé,

Considérant que les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé indique que *« L'exploitant procède de manière simultanée lors des deux premières campagnes de surveillance pérenne prévues à l'article précédent aux recherches complémentaires suivantes :*
- *l'analyse des 20 PFAS mentionnées au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 après oxydation selon la méthode TOP Assay,*

- *la quantification des PFAS présents en amont sur toutes les ressources en eaux utilisées sur le site,*

- *si aucune mesure n'a été réalisée sur les eaux amont utilisées dans le process, a minima une campagne est réalisée sur chaque type d'eau amont, portant sur l'ensemble des substances PFAS de l'annexe 1.*

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures, la mention «TOPA» est portée en commentaire pour chaque résultat obtenu après oxydation par TOP Assay »,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 18 mars 2026 n'a réalisé aucune des recherches complémentaires demandées par l'article 5 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé, que cela constitue des non-conformités,

Considérant que les dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé prescrit à l'exploitant un plan d'action, dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, que ce plan d'action comprend les trois axes « suppression/réduction », « surveillance » de l'efficacité des actions mises en œuvre et « échéancier » de mise en œuvre de ces actions,

que cet arrêté a été notifié le 5 juin 2025, que le délai est échu,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 18 mars 2026 que l'exploitant a rédigé une note de service afin de limiter la quantité de PFAS dans les bains d'apprêts mais que les opérateurs doivent suivre une recette dont les quantités de PFAS sont déterminées, que l'Inspection a constaté sur un exemple de recette que la moitié du bain préparé était rejeté, que l'exploitant n'a pas établi de plan d'action pour limiter la quantité de bain d'apprêt rejeté, qu'aucune vérification de l'efficacité des actions entreprises n'est en place et qu'en conséquence il n'a pas déterminé d'échéancier de mise en œuvre des actions, que cela constitue des non-conformités,

Considérant que les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé prescrit à l'exploitant une étude technico-économique, dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, que cette étude doit comprendre *« a minima, l'analyse des possibilités de substitution des PFAS utilisés sur le site dès lors qu'ils génèrent des rejets aqueux chargés en PFAS au-delà du seuil de détection de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, une étude pour capter les flux de PFAS au plus près de leur émission et ainsi éviter les rejets aqueux lorsque la substitution n'est pas possible, une étude pour traiter les rejets aqueux en vue d'obtenir des concentrations non quantifiables selon les seuils de quantifications définis par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, une présentation des coûts de mise en œuvre des mesures, de la gestion des déchets produits (avec analyse de sensibilité selon le seuil d'orientation en filière déchet dangereux), le coût des mesures de suivi métrologique, un échéancier de mise en œuvre de ces mesures »*, que cet arrêté a été notifié le 5 juin 2025, que le délai est échu,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 18 mars 2026 que l'exploitant n'a réalisé aucune étude technico-économique, que cela constitue une non-conformité,

Considérant que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 10 octobre 2025 susvisé impose à l'exploitant trois campagnes d'analyses des PFAS sur les boues issues du traitement des eaux usées, que la liste des PFAS à analyser est fournie en annexe I, que celle-ci comprend notamment l'acide trifluoroacétique (TFA), que la première campagne d'analyse débute au plus tard un mois à compter de la notification du présent arrêté, que cet arrêté a été notifié le 10 octobre 2025, que le délai est échu,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 18 mars 2026 que l'analyse des boues en date du 29 décembre 2025 ne comporte pas l'analyse de l'acide trifluoroacétique, que cela constitue une non-conformité,

Considérant que les observations formulées par l'exploitant ne remettent pas en cause les dispositions du présent arrêté,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»*,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société MANUFACTURE HARTMANN – EURO TF SAS, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 13 avenue Victor Hugo 69160 Tassin-La-Demi-Lune, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les dispositions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées Munster.

Article 2 : recherche de l'origine des substances per- et polyfluoroalkylées.

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions **de l'article 3 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé** :

« [...] l'exploitant mène une analyse critique sur l'origine et la nature des substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux. Les points suivants devront a minima être abordés :

- identification du lien entre les émissions mesurées, les activités et les productions du site ainsi que les produits utilisés et recensés dans son inventaire des produits PFAS,

- identification de l'existence de facteurs externes pouvant justifier la présence de substances per- et polyfluoroalkylées en sortie d'établissement (i.e. eau de Distribution) »

Article 3 : pérennisation de la surveillance et quantification des rejets.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions **de l'article 4 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé** :

« La surveillance des rejets aqueux du site prévue à l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er mars 2016 est ainsi complétée :

Les paramètres PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFOA, PFNA, PFUnA et AOF sont recherchés dans les conditions techniques prévues par l'arrêté du 20/06/2023 à une fréquence trimestrielle sur le point de rejet n°1- sortie station d'épuration interne avant rejet dans le canal usinier du « Hammer », ainsi que dans les bains d'apprêts.

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures. »

Article 4 : surveillance complémentaire transitoire des PFAS et de l'AOF dans les rejets aqueux.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions **de l'article 5 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé** :

« L'exploitant procède de manière simultanée lors des deux premières campagnes de surveillance pérenne prévues à l'article précédent aux recherches complémentaires suivantes :

- l'analyse des 20 PFAS mentionnées au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 après oxydation selon la méthode TOP Assay,

- la quantification des PFAS présents en amont sur toutes les ressources en eaux utilisées sur le site,

- si aucune mesure n'a été réalisée sur les eaux amont utilisées dans le process, a minima une campagne est réalisée sur chaque type d'eau amont, portant sur l'ensemble des substances PFAS de l'annexe 1.

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures, la mention «TOPA» est portée en commentaire pour chaque résultat obtenu après oxydation par TOP Assay. »

Article 5 : plan d'action.

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions **de l'article 6 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé** :

« Sur la base des résultats des investigations réalisées en application des articles qui précèdent, [...], l'exploitant propose à l'inspection des installations classées un plan d'action visant à caractériser les rejets aqueux de PFAS et envisager la réduction ou suppression de ces substances. Le plan d'action comprend notamment les trois axes suivants :

1. la suppression / réduction : agir pour supprimer ou à défaut réduire la présence de PFAS ;
2. la surveillance : vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre et le cas échéant poursuivre la recherche sur les causes de présence de PFAS ou mettre en place une surveillance des milieux.

Un échéancier de mise en œuvre de ces mesures sera joint au plan d'action.

L'inspection des installations classées est informée semestriellement des mesures mises en œuvre et de l'avancement des investigations réalisées en application du présent arrêté. »

Article 6 : étude technico-économique.

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions **de l'article 7 de l'arrêté du 5 juin 2025 susvisé** :

« L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à la suppression ou la réduction des émissions de PFAS. L'étude comporte a minima les éléments suivants :

- l'analyse des possibilités de substitution des PFAS utilisés sur le site dès lors qu'ils génèrent des rejets aqueux chargés en PFAS au-delà du seuil de détection de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023,
- une étude pour capter les flux de PFAS au plus près de leur émission et ainsi éviter les rejets aqueux lorsque la substitution n'est pas possible,
- une étude pour traiter les rejets aqueux en vue d'obtenir des concentrations non quantifiables selon les seuils de quantifications définis par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023,
- une présentation des coûts de mise en œuvre des mesures, de la gestion des déchets produits (avec analyse de sensibilité selon le seuil d'orientation en filière déchet dangereux), le coût des mesures de suivi métrologique ;
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures. »

Article 7 : analyse des PFAS dans les boues.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions **de l'article 2 de l'arrêté du 10 octobre 2025 susvisé ainsi que son annexe I** :

« L'exploitant réalise trois campagnes d'analyses sur les boues issues du traitement des eaux usées, par lot représentatif du fonctionnement normal du site et constitué selon la fréquence d'évacuation des boues pour les paramètres et substances listées en annexe I du présent arrêté

selon les modalités définies à l'article 4. [...]

Annexe I – liste des paramètres et substances à intégrer au programme de surveillance

Nom	Abréviation	N°CAS	Code Sandre
Acide trifluoroacétique	TFA	76-05-1	8858
[...]			

»

Article 8 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 9: la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 10: le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 5 mai 2026

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD